

Pour en finir avec la polémique sur le loup (1/5)

Chronique de Bernard Foray-Roux (épisode 1/5). Cette semaine : combien réellement de loups en France ?

Comme il l'écrit lui-même, Bernard Foray-Roux a du mal à faire accepter qu'il n'est ni "pro" ni "anti" loup. Pourtant celui que nous connaissons comme écrivain et conférencier mais qui reste, à la base, géographe et agronome de formation, entend bien rester en dehors des polémiques qu'il juge stériles, riches en violences mais pauvres en résultats.

Lors des multiples conférences ou tables rondes sur le loup (du Vercors à l'Ardèche et même en Bretagne), il a toujours insisté pour qu'on parte du factuel pour comprendre les motivations de ceux qui sont, justement, pro ou anti. Puis il cherche à situer clairement les limites du problème auquel nous sommes confrontés et sa dangerosité.

Collaborateur du *Cresto* depuis vingt ans, nous lui laissons volontiers la parole.



Quelque part dans la vallée, en 2017 (DR)

En France, souvent plus qu'ailleurs, on ne sait plus dialoguer et discuter sereinement pour résoudre un problème. On plébiscite les "concertations" et les "tables rondes" mais on ne les accepte que si elles valident les opinions qu'on avait au départ. Quel que soit le sujet, on développe des « polémiques », terme repris quotidiennement dans les médias sur tous les sujets. On oublie, ce faisant, que la "polémique", c'est, étymologiquement, l'art de faire la guerre. Hélas les réseaux sociaux accentuent le phénomène en le systématisant. Quel que soit le sujet, tu "likes" ou pas ?

Désormais, en France, on se doit d'être "pro" ou "anti", qu'il s'agisse du port du masque, du mariage pour tous, de la peine de mort ou de la chasse. Et pour un "anti" ou un "pro", ne pas être de son bord, c'est forcément être de celui d'en face. Quand je fais des conférences sur le loup, c'est la première question qu'on me pose, y compris les organisateurs ou les instituteurs qui m'invitent : « *Alors, vous êtes "pro" ou "anti" loup ?* ». Selon leur bord, si, au lieu de répondre, vous proposez d'analyser d'abord la situation calmement, c'est que vous êtes du camp d'en face. Ne me dites pas que j'exagère ! Car, à la fin de cet article, un grand nombre d'entre vous m'aura estampillé "pro" ou "anti" ! Hélas !

Essayons, pourtant, d'étudier simplement le dossier avec des données claires. Auparavant je veux juste me situer. J'ai une formation de géographe, spécialisé en agriculture. J'ai, parallèlement, suivi des cours à l'Institut National d'Agronomie. J'ai travaillé pour la Chambre d'Agriculture de l'Ardèche, sur la zone des Hauts Plateaux (élevage) puis je suis rentré à la Confédération Française des Coopératives Agricoles, où j'ai, entre autres, créé de nombreuses coopératives, notamment d'élevage ovin, (j'ai participé, à mon niveau, à la création d'Ardelaine en Ardèche).

Je connais bien le monde des éleveurs de moutons et j'y compte des amis. Je ne suis pas chasseur mais travaille régulièrement avec l'ACCA de mon village, notamment sur la forêt de Saoû. Mon ancienne maison était un refuge LPO et je suis membre de l'association Longitude 181, qui lutte contre la surpêche de certains poissons et pour la protection des océans. Voilà j'ai tout avoué !

COMBIEN Y A-T-IL DE LOUPS EN FRANCE ?

C'est sans doute sur ce sujet qu'on entend le plus de mensonges, intentionnels ou pas, dans un sens comme dans l'autre ! Le chiffre officiel donné par l'Office Français de la Biodiversité (OFB) était de 530 à la fin de l'hiver 2018- 2019, répartis sur 97 zones d'occupation permanente, dont 80 constituées en meutes (et donc 17 de loups solitaires)¹.

L'Office National de la Chasse et la Faune Sauvage (ONCFS) donnait le même chiffre² et les associations sérieuses (pro ou anti-loup) ne les contredisaient pas, comme la Fédération Départementale des Chasseurs de la Drôme (FDC26), en avril 2019 : « *Il y a entre 70 et 90 loups dans la Drôme* »³. Ce sont les mêmes chiffres que l'ONCFS. Hélas, cela n'empêche pas certains de donner des chiffres fantaisistes avec beaucoup d'assurance.

Exemples :

- L'Iloupdev « prédit » 8000 loups en 2035 qui, alors, mangeraient 400 000 chevreuils, s'ils ne mangeaient plus que cela⁴.
- Didier-Claude Blanc, conseiller régional LR de la région Auvergne- Rhône-Alpes les « estime », sans sources citées, à 2000 à l'été 2020⁵.
- Thomas Vernay (Confédération paysanne), dès février 2018, pense qu'il y a 500 loups matures (donc 2000 à 2500 loups en comptant les vieux et les jeunes)⁶.
- Ceux qui estiment qu'il n'y a pas encore assez de loups, ou plutôt, qui pensent que ce n'est pas encore un problème grave, existent aussi. Mais ils ne communiquent pas de chiffres.

Je retiens deux attitudes en conclusion : celle de Didier Guillaume, ex-ministre de l'agriculture, qui affirme en public : « *Il faut tuer les loups de nos montagnes !* »⁷. Et celle du président de la Fédération Française de la Chasse, Willy Schraen⁸ : « *Oui, il y a de la place pour les loups en France à condition toutefois qu'il y en ait aussi pour les hommes et les animaux d'élevage dans les alpages et dans les estives* ». Je préfère une des deux attitudes !

Selon les dernières estimations de l'ONCFS, on en serait, en 2020, à 580 loups, tous âges confondus. Sans doute plus aujourd'hui (mais on attendra les chiffres de fin d'année) et toujours en croissance (le rythme de croissance semble diminuer, ce qui reste à confirmer).

POURQUOI TANT DE CHIFFRES FANTAISISTES ?

La question qui se pose est : pourquoi certains n'ont pas confiance dans les chiffres officiels ? Ils semblent soupçonner nos élus nationaux de faire de l'expansion du loup un titre de gloire et, donc, de demander aux services de l'état de truquer les chiffres. Suspicion que nous confirmerons plus loin.

Quel est l'enjeu de cette guerre des chiffres ? Les spécialistes européens du loup avaient fixé à 500 le nombre d'animaux vivants pour que, compte-tenu de la superficie de la France, l'espèce ne soit pas considérée comme « *en voie d'extinction* ». Donc, au-delà, on pouvait tuer les loups en respectant cette norme ! D'où les chiffres fantaisistes, mais aussi le débat sur le taux de reproduction par rapport au nombre d'abattages accordés. « *Si on peut en abattre 10 % et que le taux de reproduction est de 15 %*

ils seront bientôt trop nombreux », disaient certains. Plutôt que de suspecter les gardes de l'ONCFS (dont certains sont eux-mêmes chasseurs), on aurait mieux fait d'observer que les 500 loups étaient presque tous (hélas pour les éleveurs) concentrés dans les montagnes du Sud-Est de la France et non pas « *harmonieusement* » répartis sur l'ensemble du territoire. Si cela était le cas, un simple calcul « *animaux-surface* » montre qu'il y aurait cinq loups dans la Drôme et ce ne serait plus un problème mais une curiosité...

Dans la situation actuelle, même avec « *seulement* » 580 loups, cela exerce une pression insupportable sur certains secteurs d'élevage et, notamment, en alpages et estives. On doit poser la question du nombre de loups acceptable à l'heure actuelle par département et par petites régions plutôt que nationalement.

Bernard Foray-Roux

La semaine prochaine, nous nous demanderons si les loups peuvent disséminer des hybrides loups-chiens dans nos campagnes, mais aussi s'ils sont revenus « *tout seuls* » en France ou s'ils ont été réintroduits...

NOTES

1. cf. le site de l'OFB
2. cf. le site de l'ONCFS
3. Michel Sanjuan, vice-président de la Fédération, chargé du dossier. *Le Dauphiné Libéré* (15/04/2019)
4. Franck Reynier, président, co-organisateur de la manifestation de Crest « anti-ASPAS » du 21 août, *Le Dauphiné Libéré* (27/11/2018)
5. *Le Dauphiné Libéré* (07/08/2020)
6. *Le Dauphiné Libéré* (09/02/2018)
7. *Le Crestois* (20/10/2017)
8. *Un chasseur en campagne*, de Willy Schraen, ed. Gerfaut, 2020.

Article publié dans [Le Crestois du 8 janvier 2021](#)